

JUSTICE BENIN. Page 4



**PRUDENCE AGUIDA
AU SERVICE
DES MINEURS
EN DIFFICULTÉ**

CLIMAT BENIN. Page 4

**LE SUD BÉNIN
FACE À DES
SAISONS DE PLUS
EN PLUS INSTABLES**




CENTRAL CHRONIQUE

Voir clair, comprendre mieux

« Lorsqu'un peuple décide de se prendre en main, rien ne lui résiste. »

Romuald WADAGNI



HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS GÉNÉRALES ET D'ANALYSES PARRAISANT DEPUIS 2025



DEUIL NATIONAL

DISPARITION DE FARIATH ALAZA OROU BARÈ : RACHIDI GBADAMASSI PORTÉ PAR UN ÉLAN NATIONAL DE SOLIDARITÉ

● **Fariath Alaza Orou Barè : une figure de conviction et de constance**

Page 2

MONDE

CHOC ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL : LE POUVOIR D'ACHAT MENACÉ

Page 7



EDITORIAL

ENTREPRISES AU BÉNIN : LE DÉFI DE LA SURVIE ÉCONOMIQUE

Page 2

CONTROVERSE BENIN. Page 6

KÉMI SEBA : SA RAGE POUR LE BÉNIN TROUVE ENFIN SON VACCIN



TRANSITION BENIN. Page 5

À UN MOIS DE L'INVESTITURE DE WADAGNI, TALON S'APPRÊTE À CÉLÉBRER SON DERNIER ANNIVERSAIRE PRÉSIDENTIEL



EDITORIAL

ENTREPRISES AU BÉNIN : LE DÉFI DE LA SURVIE ÉCONOMIQUE

Il fut un temps où les principales régies financières du pays, la douane, les impôts et le Trésor, rendaient régulièrement publique la liste des entreprises ou sociétés les plus contributrices au budget national. Cette culture de la performance et de la comparaison, aujourd'hui moins visible, constituait pourtant un puissant levier d'émulation économique. Elle rappelait une évidence trop souvent oubliée, la vitalité d'une économie ne se mesure pas seulement au nombre d'entreprises créées, mais à leur capacité à survivre, croître et contribuer durablement.

Au Bénin, la question de l'entrepreneuriat ne peut plus être abordée sous le seul angle de la création. Le véritable défi est désormais celui de la pérennité. Trop d'initiatives naissent avec ambition, mais disparaissent prématurément, fragilisées par un environnement parfois contraignant, un accès limité au financement, une pression fiscale difficile à absorber ou encore un accompagnement insuffisant dans les premières phases de développement.

Dans ce contexte, la promotion de la compétitivité et de la performance dans le secteur entrepreneurial devient une exigence nationale. Il ne s'agit plus uniquement d'encourager les jeunes à entreprendre, mais de leur offrir les conditions réelles de survie et de croissance. Sans cela, l'économie risque de rester dans un cycle de créations éphémères, sans impact structurel durable.

À cet égard, le contact direct de Romuald Wadagni avec les artisans et porteurs de projets, ainsi que le soutien ponctuel à certaines initiatives, lors de la campagne, illustrent une volonté d'accompagnement qu'il convient de renforcer et d'institutionnaliser.

Mais au-delà des gestes, c'est une politique globale qu'il faut repenser. Une politique qui ne s'arrête pas à la création d'entreprise, mais qui intègre l'ensemble du cycle de vie entrepreneurial que sont le financement, la formation, le mentorat, l'accès aux marchés et la stabilité réglementaire. C'est à cette condition que les jeunes entreprises pourront devenir de véritables piliers de l'économie nationale.

Car la réalité est implacable, tant que les facteurs structurels de fragilité ne seront pas corrigés, le pays continuera de voir ses efforts d'entrepreneuriat s'essouffler. Or, une économie qui ne retient pas ses entreprises est une économie qui peine à consolider sa base productive.

L'enjeu est donc clair, transformer l'acte de créer en capacité de durer. Faire en sorte que les entreprises ne soient plus seulement des projets de départ, mais des acteurs économiques solides, capables de générer de la valeur, de l'emploi et des ressources fiscales. C'est à ce prix que le Bénin pourra véritablement renforcer sa base économique et faire émerger un tissu entrepreneurial stable, compétitif et durable.

A.K.

DEUIL NATIONAL

DISPARITION DE FARIATH ALAZA OROU BARÈ :
GBADAMASSI PORTÉ PAR
UN ÉLAN NATIONAL DE SOLIDARITÉ

À LA VEILLE DE LA CÉRÉMONIE DU HUITIÈME JOUR DE DEUIL, L'ÉMOTION DEMEURE VIVE AUTOUR DE LA DISPARITION DE FARIATH ALAZA OROU BARÈ, ÉPOUSE DU MINISTRE CONSEILLER RACHIDI GBADAMASSI. ENTRE RECUEILLEMENT FAMILIAL, HOMMAGES POLITIQUES ET SOLIDARITÉ NATIONALE, LE DEUIL CONTINUE DE MOBILISER AU-DELÀ DU CERCLE PRIVÉ.



Rachidi Gbadamassi, assis au fond de son salon à Parakou, portant un cache-nez, reçoit de nombreux visiteurs venus lui présenter leurs condoléances dans une atmosphère recueillie et solennelle

Figure à la fois discrète et influente, la défunte laisse le souvenir d'une femme engagée, tout à la fois pilier familial et actrice déterminante de l'entourage politique de son époux. Par cette disparition, c'est une trajectoire de complicité, de fidélité et de combats partagés qui s'interrompt pour l'ancien maire de Parakou.

Visiblement éprouvé, Rachidi Gbadamassi a confié avec une vive émotion : « c'est une partie de moi qui est partie ». Une déclaration brève, mais d'une intensité rare, qui traduit la profondeur du lien qui unissait les deux époux.

Fariath Alaza Orou Barè : une figure de conviction et de constance

Mère dévouée, confidente et partenaire de parcours, Fariath Alaza Orou Barè aura marqué son itinéraire par une loyauté exemplaire et une présence constante dans les moments décisifs de la vie de son époux. Elle accompagna notamment ce dernier dans les périodes les plus éprouvantes de sa trajectoire politique, y compris lors de ses démêlés judiciaires survenus vers les débuts de sa carrière politique. Elle les affronta avec dignité, retenue et fidélité.

Elle n'était point seulement une épouse attentive. Elle incarnait une femme de conviction, une combattante silencieuse, un repère essentiel. Son engagement aux côtés de son époux, dans l'ombre mais avec constance, demeure profondément ancré dans les mémoires. Elle représentait cette force silencieuse qui soutient sans

s'imposer, mais sans laquelle l'édifice vacille.

L'hommage appuyé du Bloc Républicain

Dans un communiqué officiel signé du président du parti, Abdoulaye Bio Tchane, le Bloc Républicain (BR) a rendu un hommage solennel à la défunte. Le document souligne que Fariath Alaza Orou Barè, « membre fondatrice et militante intrépide du Bloc Républicain » fut une figure marquante de l'engagement politique féminin à Parakou et dans la 8^e circonscription électorale.

Le communiqué précise qu'elle laisse le souvenir « d'une femme de conviction de loyauté et de combat ». Ce témoignage émanant de la principale formation politique du pays atteste de l'empreinte durable qu'elle a laissée dans l'architecture militante du parti depuis sa création.

Dans l'intimité du pouvoir : une présence essentielle

Au-delà de la dimension politique, les témoignages convergent pour décrire la défunte comme bien davantage qu'une épouse. Elle fut, selon les mots d'un proche, « une épaule sur laquelle Rachidi Gbadamassi repose ses peines et ses joies ». Dotée d'une intelligence émotionnelle et d'une grande finesse d'écoute, elle savait apaiser, conseiller et orienter sans jamais s'imposer. Elle savait se tenir en retrait lorsque nécessaire, mais aussi prendre le devant avec justesse lorsque les circonstances l'exigeaient. Elle incarnait cette présence à la fois discrète et

structurante, qui confère équilibre et stabilité à l'action publique.

Une classe politique mobilisée dans l'épreuve

Depuis l'annonce du décès, un important mouvement de solidarité, à la fois politique, religieux et socio-culturel, s'est organisé autour du ministre conseiller.

Plusieurs personnalités ont tenu à marquer leur soutien, parmi lesquelles Barthélémy Kassa, premier vice-président de l'Assemblée nationale, Alasane Seidou, ministre de l'Intérieur et de la Sécurité publique, Assimiou Adambi, premier adjoint au maire de Parakou, ainsi que Ayindé Yaya, conseiller spécial de Rachid Gbadamassi et figure de la diaspora, ou encore Anziz Boussari, opérateur économique ayant écourté son séjour en Europe pour revenir soutenir un grand homme en deuil.

À leurs côtés, des autorités religieuses, notamment des imams, ainsi que des têtes couronnées, ont également exprimé leur compassion et leur proximité avec la famille éplorée. Cette mobilisation témoigne de l'estime dont bénéficie le couple dans les sphères politiques et sociales.

Une épreuve personnelle dans un contexte délicat

Il apparaît que Rachidi Gbadamassi, récemment sorti d'une période de convalescence, affronta cette épreuve dans une fragilité particulière. La disparition de celle qui constituait son principal soutien moral et affectif vient profondément boule-

CENTRAL
CHRONIQUE

Voir clair, comprendre mieux

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS GÉNÉRALES ET D'ANALYSES PARAISSANT DEPUIS 2025

PUBLIEZ DANS NOTRE
ÉDITION DU JEUDI !

VOTRE COMMUNICATION STRATÉGIQUE,
AU CŒUR DE L'ANALYSE MEDIA.
IMPACT GARANTI.

- ✓ PUBLIC CIBLE QUALIFIÉ
- ✓ RÉSONANCE HEBDOMADAIRE
- ✓ AUDIENCE DÉCISIONNAIRE



CONTACTEZ NOTRE RÉGIE COMMERCIAL

verser son équilibre personnel. Néanmoins, l'élan de solidarité dont il bénéficie depuis le 17 avril constitue un appui moral significatif dans cette période de douleur.

Vers le 8^e jour : entre recueillement et héritage

En attendant la cérémonie du 8^e jour, prévue pour se tenir le samedi 25 avril 2026 à la mosquée centrale de Yéboubéri (Mosquée de l'Imam Wakayia), Rachidi Gbadamassi demeure résolu à préserver l'héritage moral et le capital politique laissés par son épouse, lesquels s'articulent autour de valeurs cardinales que sont le courage, la constance et la loyauté en toutes circonstances.

Cette étape, annoncée comme un moment de forte intensité émotionnelle et à laquelle sont conviés amis, membres des différentes familles, têtes couronnées, autorités religieuses ainsi que responsables politico-administratifs, s'inscrit dans un climat de recueillement profond.

A.K.



Feue Fariath Alaza Orou Barè, épouse de Rachidi Gbadamassi

FAIRE-PART



Azia Fariath

épouse **Rachidi GBADAMASSI**
née **ALAZA OROU BARÈ**

Présidente des **femmes Amazones du BR**, Membre et maman du **staff du MC**, que ton âme repose en paix et que le Paradis Firdows soit ta demeure éternelle.

Ta mémoire restera toujours gravée dans nos coeurs

Ont la vive douleur de vous annoncer le décès prématuré de leur fille, sœur, épouse, mère, belle-sœur, belle-mère **Azia Fariath épouse Rachidi GBADAMASSI née ALAZA OROU BARÈ** ce **Vendredi 17 avril 2026** au CHUD de Parakou dans sa **56e** année.

PROGRAMME DES OBSEQUES

Lundi 20 avril : Cérémonies de prières de 3e jour au domicile du Ministre Conseiller Rachidi Gbadamassi (Banikanni)

Vendredi 24 avril à 16h00 : lecture du Saint Coran pour le repos de l'âme de la défunte

Samedi 25 avril : Cérémonie de 8e jour à la mosquée centrale de Yéboubéri (Mosquée de l'Imam Wakayia)

8h30-9h00: Arrivée et installation des amis, membres des différentes familles

09h00-09h30 : Arrivée et installation des têtes couronnées et religieuses

09h30-10h00 : Arrivée et installation des autorités politico administratives

10h précises : Démarrage de la cérémonie confère Imam Wakayia

12h00 : fin de la cérémonie et retrait des officiels.

Allah a donné, Allah a repris. Que son nom soit béni.

Merci à toutes

Merci à tous

Azia Fariath OROU BARÈ

JUSTICE

PRUDENCE AGUIDA AU SERVICE DES MINEURS EN DIFFICULTÉ

LE BÉNIN RENFORCE PROGRESSIVEMENT SON DISPOSITIF DE PROTECTION DE L'ENFANCE AVEC L'INTÉGRATION DE NOUVEAUX PROFILS SPÉCIALISÉS. PARMI EUX, PRUDENCE AGUIDA, DÉSORMAIS ÉDUCATEUR DE L'ÉDUCATION SURVEILLÉE, INCARNE CETTE NOUVELLE GÉNÉRATION DE PROFESSIONNELS ENGAGÉS AU SERVICE DE LA JUSTICE DES MINEURS.

Issu de la deuxième promotion de douze éducateurs formés à l'École de formation des professions judiciaires, Prudence Aguida entre dans un corps en pleine structuration, appelé à jouer un rôle déterminant dans la prise en charge des enfants en situation de vulnérabilité. Sa mission, à l'instar de ses onze collègues, est claire : accompagner, écouter, orienter et contribuer à la reconstruction de parcours de vie souvent fragilisés.

L'éducation surveillée constitue en effet un dispositif essentiel dans la chaîne judiciaire. Elle s'adresse aux mineurs en difficulté, en danger moral ou en

conflit avec la loi, notamment après la commission d'une infraction ou lorsqu'ils sont considérés à risque. À travers un encadrement adapté, ces éducateurs ont pour objectif de favoriser la réinsertion sociale et d'éviter l'enracinement dans la délinquance.

Au Bénin, l'émergence de cette spécialisation marque une avancée notable. Elle témoigne de la volonté des autorités de doter le système judiciaire d'acteurs qualifiés, capables d'intervenir avec humanité et professionnalisme auprès des jeunes publics. Les compétences de ces éducateurs ont été rigoureusement



Prudence Aguida à la cérémonie de remise de diplôme de fin de formation de l'éducation surveillée

acquises au terme d'une année de formation intensive, sanctionnée par un diplôme de fin de formation.

Pour Prudence AGUIDA, cet engagement ne relève pas du hasard. Animé depuis toujours par un attachement profond à la cause des enfants et à l'idéal de justice, il trouve aujourd'hui un cadre concret pour exprimer sa vocation. Entre écoute active, médiation et accompagnement éducatif, il entend exercer sa mission avec détermination et sens de l'honneur. À travers des profils comme le sien, c'est tout un pan de la justice béninoise qui se modernise et se rapproche davantage d'une approche centrée sur l'humain. Une dynamique porteuse d'espoir pour de nombreux jeunes en quête de repères et d'une seconde chance.

D.R.

CLIMAT

LE SUD BÉNIN FACE À DES SAISONS DE PLUS EN PLUS INSTABLES

LE SUD DU BÉNIN TRAVERSE UNE ÉVOLUTION CLIMATIQUE DÉSORMAIS PERCEPTIBLE DANS LA VIE QUOTIDIENNE. LES REPÈRES SAISONNIERS QUI STRUCTURAIENT AUTREFOIS L'ANNÉE, ALTERNANCE DES PÉRIODES SÈCHES ET PLUVIEUSES, RETOUR ATTENDU DE L'HARMATTAN, INSTALLATION PROGRESSIVE DES PLUIES DEMEURENT, MAIS LEUR CALENDRIER DEVIENT PLUS IRRÉGULIER ET PLUS DIFFICILE À ANTICIPER. LE SUD DU PAYS CONSERVE EN PRINCIPE DEUX SAISONS DES PLUIES ET DEUX COURTES SAISONS SÈCHES, MAIS LES DATES D'INSTALLATION ET DE FIN DES PLUIES VARIENT DAVANTAGE QU'AUPARAVANT.

Sur le terrain, agriculteurs, maraîchers et riverains constatent des débuts de saison moins lisibles, des pluies parfois tardives et des pauses sèches inattendues. Des travaux menés au Bénin confirment cette instabilité, notamment au niveau du démarrage des saisons, avec une évolution moins régulière qu'autrefois selon les zones climatiques.

Au sud-est du pays, une étude couvrant la période 1954-2016 met en évidence un passage à une phase de déficit pluviométrique après 1969. Les chercheurs y observent une baisse de 12 à 37 % des jours de pluie et une augmentation des jours secs de 21,4 jours par an. Ces résultats ne signifient pas que la pluie a disparu, mais qu'elle devient plus irrégulière et moins favorable aux anciens repères agricoles. Le Bénin est également recon-



Les maraîchers en activité dans le sud du Bénin

nu comme un pays vulnérable aux effets du changement climatique. Les documents du Plan national d'adaptation indiquent que plusieurs secteurs sont déjà affectés, tandis que la Banque mondiale souligne les impacts directs sur les zones urbaines exposées aux inondations, notamment Cotonou.

Toutefois, il convient de relever que d'importants efforts ont été consentis au cours de la dernière décennie, à travers la réalisation d'infrastructures d'assainissement et de drainage de qualité, qui ont contribué à réduire de manière significative l'ampleur et la fréquence des inondations dans certaines

zones de la ville.

Cette vulnérabilité est aggravée par le poids de l'agriculture dans l'économie nationale. La Banque mondiale estime que le secteur agricole représente près de 25 % du PIB et emploie près de la moitié de la population. Dans un pays où une large part de la production dépend

encore de la pluie, l'irrégularité des saisons pèse directement sur les semis, les récoltes et les revenus ruraux.

Dans les villes du sud, la pression est également forte. L'IRD rappelle que les pluies intenses liées à la mousson africaine provoquent chaque année de graves inondations, avec des effets sur l'habitat, l'agriculture et l'élevage. C'est pourquoi la Banque mondiale a soutenu un projet de gestion des eaux pluviales et de résilience urbaine à Cotonou.

Face à cette nouvelle donne, le Bénin a déjà engagé des politiques d'adaptation, mais leur mise en œuvre reste l'enjeu central. Le pays dispose aujourd'hui de plusieurs cadres stratégiques, dont un Plan national d'adaptation adopté en 2022, qui vise à renforcer la résilience des communautés et des secteurs les plus exposés.

GY.

TRANSITION

À UN MOIS DE L'INVESTITURE DE WADAGNI, TALON S'APPRÊTE À CÉLÉBRER SON DERNIER ANNIVERSAIRE PRÉSIDENTIEL

LE 1ER MAI 2026 S'ANNONCE COMME UNE DATE À FORTE PORTÉE SYMBOLIQUE POUR LE PRÉSIDENT PATRICE TALON. NÉ LE 1ER MAI 1958 À ABOMEY, LE CHEF DE L'ÉTAT BÉNOIS S'APPRÊTE À CÉLÉBRER SES 68 ANS DANS UN CONTEXTE POLITIQUE PARTICULIER, CELUI DE LA FIN IMMINENTE DE SON SECOND ET DERNIER MANDAT À LA TÊTE DU PAYS.

À une semaine de cet anniversaire, le climat national est déjà tourné vers une autre échéance majeure. L'élection présidentielle du 12 avril 2026 a consacré la victoire de Romuald Wadagni, désormais président élu de la République du Bénin. Sa prestation de serment est attendue le 24 mai 2026, date qui marquera officiellement son entrée en fonction.

Nous sommes ainsi, à un mois de cette transition historique. Le Bénin vit les dernières semaines d'un cycle politique ouvert en 2016 avec l'accession de Patrice Talon au pouvoir. Une période charnière où s'organise la continuité de l'État, tout en préparant la passation à une nouvelle ère politique.

Dans ce contexte, le 1er mai dépasse le cadre d'un simple anniversaire. Il devient un moment symbolique, celui du dernier anniversaire d'un président en exercice à quelques semaines de son départ. Un instant chargé de sens, à la croisée du bilan et de la transmission.

Durant ces dix années, Patrice Talon aura profondément marqué la trajectoire du Bénin. Réformes institutionnelles, modernisation de l'action publique, transformation de plusieurs secteurs économiques.



©Présidence du Bénin

Patrice Talon, président de la République du Bénin en fin de mandat

Son action aura contribué à redéfinir les contours de la gouvernance publique et à inscrire le pays dans une dynamique de transformation.

À mesure que se rapproche la

date du 24 mai, l'attention se tourne désormais vers l'avenir. L'investiture de Romuald Wadagni ouvrira une nouvelle page de l'histoire nationale, dans un contexte d'attentes

fortes et d'enjeux multiples pour le pays.

Entre mémoire d'une décennie et perspective d'un renouveau, ce dernier anniversaire présidentiel s'inscrit ainsi dans

une séquence rare, celle d'un passage de témoin au sommet de l'État, où se conjuguent fin de cycle et ouverture d'un nouveau chapitre.

I.H

COMPTE RENDU DU CONSEIL DES MINISTRES DU 22 AVRIL 2026

Le Conseil des Ministres s'est réuni mercredi, le 22 avril 2026, sous la présidence de Monsieur Patrice TALON, Président de la République, Chef de l'État, Chef du Gouvernement. Les décisions ci-après ont été prises :

I- Mesures normatives.

Sous cette rubrique, il a été adopté le décret portant modalités et mécanismes financiers de protection contre les catastrophes et les urgences sanitaires en République du Bénin.

II- Communications.

II-1. Elaboration de la stratégie nationale pour la normalisation et l'encadrement de l'adressage des voies et des portes du Bénin.

La mise en œuvre des actions

concertées des pouvoirs publics en matière d'infrastructures de base et de logements, en lien avec le développement des zones de construction à forte croissance, en particulier sur les communes côtières du pays, nécessite une connaissance fine du territoire. Pour ce faire, il y a lieu de disposer de bases de données territoriales et sectorielles fiables en termes de développement urbain et d'accès aux services essentiels.

Face à ses enjeux, une stratégie nationale de gestion et d'encadrement de l'adressage des voies et entrées des lieux de vie et d'activité s'avère importante.

Ceci favorisera la mise en place d'un nouveau système d'adressage innovant et partici-

patif, numérique et géolocalisé dans les communes.

Aussi, le Conseil a-t-il autorisé une mission y relative avec un cabinet spécialisé, afin de l'implémenter dans un premier temps dans les villes du Grand-Nokoué (Abomey-Calavi, Cotonou, Ouidah, Porto-Novo et Sèmè-Podji) et de Parakou.

II-2. Agrément au Code des investissements.

Quatre sociétés sont éligibles au bénéfice des mesures incitatives du Code pour divers projets dont la réalisation aura un impact positif sur l'économie nationale et facilitera la création de nombreux emplois.

Il s'agit de :

· EAU TECHNOLOGIE ENVIRONNEMENT SA, admise au

régime des investissements spécifiques, pour la production d'eau minérale dans la zone industrielle de Gakpé ;

· SOCIETE BENINO-TUNISIENNE DE COMMERCE SARL, au régime A, pour l'implantation et l'exploitation d'une unité de fabrication de peinture dans la zone industrielle de Sèmè-Podji ;

· BNSAGRI INDUSTRIE SARL, au régime B, en vue de l'installation et l'exploitation d'une unité de transformation de graines de soja en huile brute et en tourteau à Azonsa, dans la commune d'Abomey-Calavi ;

· LIBS BENIN SARL, au régime B, pour l'installation d'une brasserie de bière en cannette et d'une unité de production d'eau minérale dans la commune d'Allada.

III- Rencontres et manifestations internationales.

Il a été autorisé l'organisation de la cérémonie de lancement officiel de la campagne agricole 2026-2027, le 23 avril 2026 à N'Dali dans le département du Borgou.

IV- Mesures individuelles.

Au titre de celles-ci, le Président de la République, après avis du Président de l'Assemblée nationale, a procédé à la nomination de madame **Ismath BIO TCHANE épouse MAMA-DOU** en qualité de présidente de la Cour des Comptes, pour un second mandat.

Fait à Cotonou, le 22 avril 2026,
Le Secrétaire Général du Gouvernement,
Edouard OUIN-OURO.

CONTROVERSE

KÉMI SEBA : SA RAGE POUR LE BÉNIN TROUVE ENFIN SON VACCIN

DEPUIS PLUSIEURS ANNÉES, LE DISCOURS DE KÉMI SEBA NE CONNAÎT PLUS DE RÉELLE DIVERSIFICATION. LE BÉNIN EST DEVENU LE CENTRE DE GRAVITÉ QUASI EXCLUSIF DE SES PRISES DE POSITION. CETTE FOCALISATION PERSISTANTE, RÉPÉTÉE SUR L'ENSEMBLE DE SES PLATEFORMES, DONNE L'IMAGE D'UN ENGAGEMENT TRANSFORMÉ EN FIXATION POLITIQUE, ALIMENTANT DES INTERROGATIONS SUR LA NATURE DE SON COMBAT OU SUR LA FRONTIÈRE ENTRE MILITANTISME IDÉOLOGIQUE ET CONFLIT PERSONNEL. CETTE RAGE JUGÉE « INCONTRÔLÉE » INTERPELLE PLUS D'UN.

Dans un espace africain déjà traversé par des fragilités politiques, sécuritaires et institutionnelles, cette posture, qui prend parfois l'allure d'une hostilité persistante à l'égard du Bénin, contribue à entretenir un climat de tension permanent. L'activisme, lorsqu'il s'enferme dans la répétition, la radicalité et l'extrémisme du discours, perd parfois sa capacité à ouvrir des perspectives et devient un facteur supplémentaire de polarisation. Cela est illustré, selon certaines allégations, par des tentatives supposées de s'en prendre à la vie des autorités publiques et à des édifices publics.

Certains experts estiment qu'aucun attachement à son pays ne saurait justifier des appels au chaos ou à la destruction. Une telle posture est jugée « irresponsable », dans la mesure où les premières victimes d'une déstabilisation sont souvent les populations civiles, notamment les enfants et les femmes, qui ne disposent ni de protection particulière ni de passeport diplomatique.

La question centrale n'est pas celle du droit à la parole, qui demeure fondamental, mais celle de la responsabilité des mots dans des contextes sensibles. Lorsqu'un discours public s'installe durablement dans la confrontation, l'invective, la radicalité et surtout l'insulte à outrance dans un registre particulièrement dégradant, il influence inévitablement l'environnement politique dans lequel il s'inscrit.

La virulence et « la rage » du discours de Kémi Séba à l'égard du Bénin, ainsi que les différentes initiatives qu'il a annoncées dans le cadre de l'« opération Jéricho », ont retenu l'attention des autorités judiciaires. Celles-ci ont, en réponse, décidé de prendre leurs responsabilités en lui opposant un « vaccin » institutionnel jugé nécessaire, à travers la mise en œuvre des procédures judiciaires en cours, notamment la demande d'extradition afin qu'il puisse répondre devant la justice béninoise.

Il ne s'agit pas de nier l'engagement ni de disqualifier une parole militante. Il s'agit de rappeler qu'à chaque prise de parole publique correspond une responsabilité, et parfois des conséquences. L'Afrique n'a pas besoin de surenchère permanente. Elle a besoin de débats exigeants, structurés, responsables et capables d'ou-



Kémi Séba, regard inquiet, comparait au barreau sud-africain

vrir des voies de sortie aux tensions, plutôt que de les amplifier.

Dans ce contexte, l'affaire Kémi Séba dépasse largement sa personne. Elle interroge une

époque, des méthodes et une manière de concevoir le militantisme à l'ère des réseaux

sociaux et de la viralité.

S.Z.

3 médias. Une seule vérité.

CLIC GROUPE

CENTRAL CHRONIQUE

CLIC TV

INTER

CHOC ÉCONOMIQUES INTERNATIONAUX : LE POUVOIR D'ACHAT MENACÉ

ENTRE RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE, INFLATION PERSISTANTE ET TENSIONS GÉOPOLITIQUES, L'ÉCONOMIE MONDIALE TRAVERSE UNE ZONE DE FORTES TURBULENCES. DES MARCHÉS FINANCIERS AUX CHÂÎNES D'APPROVISIONNEMENT, EN PASSANT PAR LES PRIX DE L'ÉNERGIE ET DES DENRÉES ALIMENTAIRES, LES RÉPERCUSSIONS SE FONT SENTIR BIEN AU-DELÀ DES GRANDES CAPITALES ÉCONOMIQUES. DANS CE CONTEXTE INCERTAIN, LE POUVOIR D'ACHAT DES MÉNAGES APPARAÎT DE PLUS EN PLUS VULNÉRABLE.



Étal de vente de produits de première nécessité à Cotonou

L'économie internationale évolue dans un climat de fragilité accentuée. La reprise espérée après les grandes perturbations des dernières années peine à s'installer durablement. Plusieurs facteurs se combinent désormais dont la hausse des coûts de production, l'incertitudes sur les marchés énergétiques, tensions commerciales, instabilité géopolitique et resserrement monétaire dans plusieurs grandes économies.

Cette accumulation de chocs crée un environnement difficile pour les États, les entreprises et les ménages. La moindre perturbation dans une zone stratégique du globe peut se répercuter rapidement sur les prix, les importations et les revenus ailleurs dans le monde.

L'inflation reste le principal foyer d'inquiétude

Même lorsque certains indicateurs semblent se stabiliser, la pression sur les prix demeure perceptible dans de nombreux pays. L'alimentation, le transport, l'énergie et les produits manufacturés restent particulièrement exposés aux variations internationales.

Pour les ménages, cette réalité se traduit par une érosion progressive du pouvoir d'achat. Les dépenses incompressibles absorbent une part de plus en plus importante des revenus, tandis que les marges de manœuvre sur les achats essentiels se réduisent. Dans plusieurs régions du monde, les foyers sont contraints d'arbitrer entre se nourrir, se déplacer, se soigner ou épargner.

Des marchés fragilisés par les tensions géopolitiques

À ces difficultés économiques s'ajoutent les secousses liées aux conflits et aux rivalités stratégiques. Les tensions dans certaines zones productrices de pétrole, les blocages logistiques et les incertitudes sur les routes commerciales pèsent sur l'ensemble du système mondial.

Chaque crise locale peut désormais avoir un effet bien plus large qu'auparavant. Une guerre, une sanction économique, une rupture d'approvisionnement ou une mauvaise campagne agricole suffisent à déséquilibrer les marchés et à faire monter les prix. Cette interconnexion rend l'économie

mondiale plus rapide, mais aussi plus vulnérable.

Les ménages en première ligne

Face à une telle situation, les populations paient souvent le prix fort. Les hausses de prix ne touchent pas uniquement les biens de luxe ou les produits financiers ; elles affectent d'abord la vie quotidienne. C'est là que le choc devient le plus visible : panier de la ménagère, factures d'électricité, coût du transport, dépenses scolaires, accès aux produits de première nécessité.

Les ménages modestes sont les plus exposés, car ils disposent de peu de réserves pour absorber les hausses successives. Même lorsque les salaires ou les revenus restent stables, la progression des prix réduit le niveau de vie réel. Le sentiment d'appauvrissement s'installe alors, parfois plus vite que ne le montrent les statistiques.

Des marges de manœuvre limitées pour les États

Face à cette situation, les pouvoirs publics se trouvent confrontés à une équation

délicate. Ils doivent à la fois contenir l'inflation, soutenir la consommation, préserver la croissance et maintenir l'équilibre budgétaire. Or, ces objectifs sont souvent difficiles à concilier dans un contexte de crise internationale.

Les subventions, les mesures de protection sociale, les aides ciblées ou les mécanismes de régulation peuvent atténuer les effets les plus brutaux. Mais aucune politique nationale ne peut, à elle seule, neutraliser totalement les secousses venues de l'extérieur. La dépendance aux importations et aux marchés mondiaux reste un facteur de vulnérabilité majeur.

Une fragilité qui redéfinit les priorités économiques

Les chocs économiques actuels rappellent une réalité essentielle, le monde entre dans une période où la stabilité n'est plus acquise. La résilience devient une exigence centrale pour les gouvernements comme pour les entreprises. Diversification des sources d'approvisionnement, souveraineté alimentaire, sécurité énergétique, contrôle de l'endettement et renforcement

des filets sociaux figurent désormais parmi les priorités. Sans ces ajustements, les économies les plus exposées risquent de subir plus durement les prochaines vagues d'instabilité.

Un défi durable pour l'économie mondiale

Au-delà des fluctuations conjoncturelles, c'est la structure même de l'économie mondiale qui révèle ses failles. L'interdépendance des marchés, longtemps présentée comme un atout, se transforme aussi en facteur de transmission rapide des crises. Un choc local peut devenir global en quelques jours, voire en quelques heures.

Dans ce nouvel environnement, le pouvoir d'achat n'est plus seulement une question nationale. Il est devenu un indicateur sensible de la santé du système économique mondial. Et pour les ménages, partout dans le monde, le constat est le même : face aux chocs internationaux, chaque hausse de prix se ressent d'abord dans le quotidien.

SPORT

FOOTBALL FÉMININ EN AFRIQUE : LA MONTÉE EN PUISSANCE D'UN SPORT QUI CHANGE D'ÉCHELLE

LONGTEMPS RELÉGUÉ AU SECOND PLAN, LE FOOTBALL FÉMININ AFRICAIN S'IMPOSE DÉSORMAIS COMME UN VRAI SUJET DE PREMIER PLAN. ENTRE L'ÉLARGISSEMENT DE LA CAN FÉMININE À 16 ÉQUIPES, LA MONTÉE EN RÉGIME DES SÉLECTIONS EN PRÉPARATION DE LA WAFCON 2026, LES QUALIFICATIONS POUR LES COMPÉTITIONS MONDIALES ET LES PROGRAMMES DE DÉVELOPPEMENT DE LA FIFA, LE CONTINENT SEMBLE ENTRER DANS UNE NOUVELLE PHASE. UN MOUVEMENT ENCORE FRAGILE, MAIS DE PLUS EN PLUS VISIBLE.



Joueuses africaines disputant un match

La Confédération africaine de football a décidé d'élargir la Coupe d'Afrique des nations féminine de 12 à 16 équipes à partir de l'édition 2026, prévue au Maroc. Cette évolution marque une étape importante dans la reconnaissance sportive du football féminin sur le continent. CAF a également reprogrammé le tournoi, initialement attendu au printemps, pour la période du 25 juillet au 16 août 2026.

Cette décision n'est pas qu'un ajustement de calendrier. Elle traduit une volonté d'ouvrir davantage la compétition, d'élargir le bassin des nations participantes et d'offrir plus d'exposition à des sélections qui, jusque-là, restaient parfois à la porte du grand rendez-vous continental.

Le Maroc, épice d'une nouvelle dynamique

Le Maroc sera au cœur de cette nouvelle séquence. Le pays accueillera la CAN féminine 2026, mais aussi le Mondial féminin

U17 en 2026, ce qui en fait l'un des principaux points d'ancrage du football féminin mondial en Afrique cette année. La CAF a lancé les qualifications africaines pour cette Coupe du monde U17, avec 24 nations engagées pour cinq places, dont celle du pays hôte.

Autrement dit, la progression du football féminin africain ne se joue plus seulement au niveau des seniors. Elle s'installe aussi dans la formation, la détection et la construction d'une génération de joueuses capables de porter le continent sur la scène internationale.

Des équipes africaines qui montent en intensité

À l'approche de la WAFCON 2026, plusieurs sélections ont accéléré leur préparation. La CAF rapporte que les équipes africaines profitent de la fenêtre internationale d'avril pour affiner leurs tactiques, tester des combinaisons et renforcer la cohésion du groupe. Des matchs amicaux de haut niveau ont

aussi été organisés pour préparer la compétition.

Cette intensité est un signe fort. Elle montre que les sélections ne viennent plus à la CAN féminine pour participer, mais pour rivaliser, progresser et, pour certaines, viser plus loin. La dynamique est particulièrement visible chez les nations qui structurent mieux leurs équipes féminines et investissent dans la continuité technique.

Le ticket mondial est devenu un moteur

La prochaine CAN féminine aura aussi une portée mondiale. Le tournoi servira de qualification pour la Coupe du monde féminine 2027, où l'Afrique disposera de quatre places directes et de deux billets pour les barrages intercontinentaux. Cette perspective donne à la compétition une dimension supplémentaire et renforce son enjeu sportif.

Dans ce contexte, chaque match compte davantage. Les sélections africaines ne jouent

plus seulement un titre continental, elles jouent aussi l'accès à une visibilité mondiale, à de nouvelles ressources et à une crédibilité sportive qui peut transformer durablement leur développement.

La base monte aussi en puissance

La progression ne se limite pas aux équipes nationales A. Les catégories de jeunes confirment aussi cette montée en régime. En février 2026, la CAF a indiqué que le Ghana et le Nigeria avaient atteint le dernier tour des qualifications pour la Coupe du monde féminine U20 2026, preuve que plusieurs pays continuent d'alimenter le haut niveau par la formation.

De son côté, la FIFA multiplie les programmes de développement du football féminin à destination de ses associations membres. L'institution dit vouloir offrir davantage de ressources pour structurer le jeu féminin, renforcer les ligues et améliorer l'encadrement technique et

commercial.

Une progression réelle, mais encore inégale

Malgré ces avancées, le football féminin africain reste traversé par de fortes inégalités. Certaines nations disposent déjà d'une vraie culture compétitive, de championnats plus structurés et d'un soutien institutionnel plus solide. D'autres avancent encore avec des moyens limités, ce qui crée un écart persistant entre les ambitions affichées et les réalités du terrain. Mais la tendance est là : le football féminin africain n'est plus un sujet périphérique. Il devient un chantier stratégique, un espace de performance, et un marqueur important de la modernisation du sport sur le continent. Entre la réforme des compétitions, la montée des jeunes générations et l'appui des instances, la discipline entre dans une phase où elle ne demande plus seulement à exister : elle veut compter.